ATTESTATION DE POINTE DES FONDS DETENUS

Loi du 2 janvier 1970 et décret d'application du 20 juillet 1972

Attestation dite de « pointe » établie par activité garantie et sous la responsabilité d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes et à destination du GROUPEMENT FRANCAIS DE CAUTION

ou d'un commissaire aux c	omptes et à destina	tion du GROUPEMI	ENT FRANÇAIS DE CAUTION
	DENTIFICATION D	E L'INTERVENAN	T (1)
IDENTIFICATION (Nom, N° Siret) :		ADRESSE :	
	AGISSANT I	EN QUALITÉ <mark>(1)</mark>	
D'expert-comptable		☐ De commissaire aux comptes	
	DE L'ETABI	LISSEMENT (1)	
IDENTIFICATION (Nom, N° Siret) :		ADRESSE :	
Sociétaire / Cautionné du Groupement	Français de Caution		
CERTIFIE	E QUE L'ETABLISS	EMENT IDENTIFIÉ	CI-DESSUS
A DE	TENU POUR LE CO	MPTE DES MAND	ANTS (1)
POUR LA PÉRI	ODE DU 1er JANVIE	R / AU 31 DÉ	CEMBRE / :
1 – AU T	ITRE DE L'ACTIVITE	« GESTION IMMOBI	LIERE » : (1)
UN MONTANT MAXIMAL DE (2) : €	A LA DATE DU 1er La somme	JANVIER:	A LA DATE DU 31 DECEMBRE: La somme totale de :
A LA DATE DU :		€	€
/	Dont de dépôt	s de garantie : €	Dont de dépôts de garantie : €
2 – AU TIT	RE DE L'ACTIVITE «	SYNDIC DE COPRO	PRIÉTÉ » : <mark>(1)</mark>
UN MONTANT MAXIMAL DE (2):	A LA DATE DU 1er	JANVIER:	A LA DATE DU 31 DECEMBRE:
€ A LA DATE DU :	La somme	totale de : €	La somme totale de : €
//	Dont fond	s travaux : €	Dont fonds travaux : €
3 – AU TITR	E DE L'ACTIVITE « I	RANSACTION IMMO	
3 – AU TITRE DE L'ACTIVITE « TRANSACTION IMMOBILIERE » : (1) UN MONTANT MAXIMAL DE (2) : € A LA DATE DU : / /			
DATE (1)		TURE (1)	TAMPON COMMERCIAL (1)
		enant précédée de la	. ,
Fait à :		ouvé – certifié exact »	
Le://			
	î .		1

(1) À compléter – (2) Doivent être pris en compte pour la détermination du montant maximal des fonds, effets, ou valeurs détenues, tant les fonds qui ont transité par des comptes bancaires ou postaux, ouverts au nom du gestionnaire, que les fonds qui auraient transité par des comptes bancaires ou postaux ouverts au nom des mandants eux-mêmes (propriétaire, syndicat de copropriétaires, etc ...)



ATTESTATION DE REPRESENTATION DES FONDS MANDANTS

Loi du 2 janvier 1970 et décret d'application du 20 juillet 1972

	IDENTIFICATION DE L'INTERVENANT (1)				
IDI	ENTIFICATION (Nom, N° Siret) :	ADRESSE (1):			
	AGISSANT EN C	QUALITÉ DE <mark>(1)</mark>			
	Expert-comptable	Commissaire aux comptes			
	DE L'ETABLISSEMENT (1)				
IDI	ENTIFICATION (Nom, N° Siret) :	ADRESSE:			
S	ociétaire / Cautionné du Groupement Français de Caution				
	CERTIFIE QUE POUR L'ETABLISS	SEMENT IDENTIFIÉ CI-DESSUS :			
0	Les fonds, effets ou valeurs détenus dans le cadre des activ représentés	ités visées dans la Loi 70-9 du 2 janvier 1970 sont bien			
2	Les registres, livres et documents sont tenus conformément a	aux dispositions réglementaires en vigueur. Il a été procédé :			
	 Au contrôle de concordance entre les comptes mandants et Au contrôle des rapprochements bancaires A la vérification d'absence d'écritures significatives en suspense 	·			
3	 Les garanties sollicitées au titre des activités ci-dessous, sont à ce jour, suffisantes à savoir (1) : ■ Transaction immobilière □ AVEC ou □ SANS maniement de fonds : € ■ Gestion immobilière : € ■ Syndic de copropriété : € 				
L'état récapitulatif de la balance des comptes mandants au titre desdites activités, est celui indiqué ci-après, étant précisé que la présente attestation vaut attestation de représentation des fonds mandants, de même que les positions des mandants sont établies après compensation légitime entre débits et crédits concernant unmême mandant et ce sans aucune compensation entre débits et crédits concernant des mandants différents					
6	Les prélèvements effectués par le cautionné sur les comptes dus et ce sans anticipation	des mandants, correspondent aux seuls honorairesTTC			
6	J'informerai le Groupement Français de Caution sans délai, quelque cause que ce soit	en cas de cessation ou d'interruption de ma mission pour			
7	L'état récapitulatif de la balance des comptes mandants figurant au verso (page 2) est celui au 31 décembre du dernier exercice.				

- À compléter À compléter uniquement en cas délivrance de la garantie transaction avec maniement de fonds À compléter uniquement en cas délivrance de la garantie financière concernée



Page 1 sur 2

ETAT RÉCAPITULATIF DE LA BALANCE DES COMPTES MANDANTS AU 31 DÉCEMBRE DE L'EXERCICE

1 – AU TITRE DE L'ACTIVITE « TRANSACTION IMMOBILIERE » (2):			
Remplir le tableau suivant uniquement en cas d'une Garantie Transaction AVEC maniement de fonds			
DEBIT	CREDIT		
N° DU COMPTE (ARTICLE 55) :			
	DEBIT		

2 – AU TITRE DE L'ACTIVITE « GESTION IMMOBILIERE » (3) :		
MANDANTS	DEBIT	CREDIT
Total de la balance des comptes mandants Gérance		
Total des comptes d'attente		
TOTAL MANDANTS		
TRÉSORERIE EN COMPTABILITE	DEBIT	CREDIT
Total de la trésorerie Gérance en comptabilité		
SOLDE DE LA TRÉSORERIE EN COMPTABILITÉ		
TRÉSORERIE EN BANQUE	DEBIT	CREDIT
TOTAL DES SOLDES SUR LE(S) RELEVE(S) DE BANQUE(S) "GERANCE"		

3 – AU TITRE DE L'ACTIVITE « SYNDIC DE COPROPRIÉTÉS » (3) :		
MANDANTS	DEBIT	CREDIT
Total de la balance des comptes mandants Syndicats		
Total des comptes d'attente		
TOTAL MANDANTS		
TRÉSORERIE EN COMPTABILITE	DEBIT	CREDIT
Total de la Trésorerie des Syndicats en comptabilité		
SOLDE DE LA TRÉSORERIE EN COMPTABILITÉ		
TRÉSORERIE EN BANQUE	DEBIT	CREDIT
TOTAL DES SOLDES SUR LE(S) RELEVE(S) DE BANQUE(S) "SYNDIC"		

LE SOUSSIGNE CERTIFIE DONC QUE RIEN, A SA CONNAISSANCE, COMPTE TENU DES SONDAGES EFFECTUES, NE S'OPPOSE A LA DELIVRANCE OU AU RENOUVELLEMENT DES GARANTIES « LOI HOGUET » PAR LE GROUPEMENT FRANÇAIS DE CAUTION.

En foi de quoi, je délivre la présente attestation de représentation des fonds mandants qui comporte deux pages, pour servir et valoir ce que de droit.

DATE (1)	SIGNATURE (1)	TAMPON COMMERCIAL (1)
Fait à ://		

(1) À compléter

2) À compléter uniquement en cas délivrance de la garantie transaction avec maniement de fonds

3) À compléter uniquement en cas délivrance de la garantie financière concernée

Réf. : RA2RFMAIM.111.224 Page 2 sur 2

ATTESTATION DE NON FUSION DES COMPTES « MANDANTS »

NOUS SOUSSIGNÉS (1)		
Dénomination :		
Au capital de :		
Dont le siège social est :		
Inscrite au RCS sous le N° :		
Représentés par :		
Agissant en qualité de :	Ayant tout pouvoir aux fins de	es présentes
OHE LES COMP		ENT FRANÇAIS DE CAUTION JUS OUVERTS DANS NOS LIVRES AU NOM DE :
IDENTIFICATION (Nom, N°		ADRESSE (1):
LISTE DES CO	MPTES OUVERTS POUR LES	ACTIVITÉS « LOI HOGUET » EXERCÉES :
Lister ci-dessous l'intégrali	ité des comptes ouverts ou id	oindre à la présente la liste de ces derniers (1) :
(Intitulés et numéros)		(,)
 Ces dits comptes, réservés aux opérations visées par l'article I, alinéas 6 et 9, de la loi n° 70-9 du 2 Janvier 1970 (modifiée) et objet du chapitre VI du décret n° 72-678 du 20 Juillet 1972 (modifié), ne peuvent fusionner pour quelquecause que ce soit avec tout autre compte que votre sociétaire pourrait avoir dans notre établissement ou dans l'une de nos succursales, ni non plus entre eux, en cas de pluralité des comptes mandants, les fonds déposés sur ces comptes étant la propriété des mandants. 		
 Cette interdiction de fusion s'étend à tous autres comptes que votre sociétaire pourrait être amené à ouvrir dans noslivres afin d'y verser des fonds détenus dans le cadre des opérations visées plus haut. 		
 Nous vous aviserons immédiatement par lettre recommandée de la cessation des relations commerciales courantesentre votre sociétaire et notre Banque quant à ces comptes mouvementant des fonds dans le cadre législatif et réglementaire ci-dessus. 		
DATE		SIGNATURE
Fait à :		
Le:		

(1) à compléter ou à communiquer

